

Elie Barnavi :

« Marwan Barghouti est le seul capable d'unifier le peuple palestinien autour d'un projet national et de la solution à deux Etats »

Rappelons rapidement les faits. Membre du Conseil législatif palestinien depuis 1996, Marwan Barghouti a joué un rôle de premier plan lors de la deuxième Intifada, déclenchée en septembre 2002 dans la foulée de l'échec du sommet de Camp David. Il est à l'époque chef du Tanzim (« organisation »), la faction armée du Fatah. Le 15 avril 2002, il est enlevé à Ramallah par des agents israéliens, assigné devant un tribunal civil et condamné à cinq peines de prison à vie pour avoir commandité des attentats contre des civils israéliens qui ont fait cinq morts. Il y a plusieurs manières de considérer cette affaire : juridique, morale, humanitaire et politique. Sans minimiser l'importance des trois premiers, c'est ce dernier aspect que je voudrais aborder ici.

Barghouti n'est pas n'importe quel prisonnier palestinien parmi les quelque 9 500 « détenus de sécurité » dans les prisons israéliennes. Il est le « Mandela palestinien », le seul capable d'unifier son peuple autour d'un projet national. Or, ce projet national, tel qu'il le conçoit, est aussi le mien, celui des restes épars du camp de la paix israélien et celui de l'ensemble de la communauté internationale : la solution à deux Etats.

J'ai rencontré Barghouti à deux reprises, à Madrid, à l'époque où je participais à l'une de ces négociations officieuses qui accompagnaient le processus d'Oslo. Sa vision était claire, parfaitement charpentée et éloquemment défendue : un Etat palestinien souverain, vivant en paix aux côtés de l'Etat d'Israël et coopérant avec ce dernier au service des deux peuples. Un quart de siècle plus tard, il n'a pas changé d'un iota. Qu'on le comprenne bien, c'est cela qui le rend dangereux. Cette vision-là est incompatible avec celle du pays « *de la mer au*

Jourdain », version juive ou palestinienne – peu importe, c’est la même, basée sur la négation de l’autre.

Au fil des ans, d’innombrables responsables israéliens, anciens chefs du Shin Bet et du Mossad, généraux et politiques de gauche et de droite, se sont prononcés publiquement en faveur de sa libération au nom du réalisme politique. Un exemple parmi d’autres : Gideon Ezra (1937-2012), ancien chef adjoint du Shin Bet et ministre de la sécurité publique dans le gouvernement d’Ariel Sharon, avait ordonné début 2005 la levée de l’isolement de Barghouti et n’avait cessé de prôner son élargissement. Ezra, un faucon notoire pourtant, avait compris que Barghouti était « *le meilleur rempart contre le Hamas* ».

Réinstallé au pouvoir en 2009, Benyamin Nétanyahou, lui, a estimé à juste titre que le Hamas était le « *meilleur rempart* » contre Barghouti. C’est cela qui nous a conduits au 7-October. Si, dans le chaos, le désespoir et le nihilisme ambiants, l’on veut préserver une chance de solution au sempiternel conflit israélo-palestinien, il faut libérer Barghouti.

Elie Barnavi, historien et essayiste, a été l’ambassadeur d’Israël en France de 2000 à 2002.